

□ Contestation

L'université élabore sa transformation

Pierre Naville

Pompidou se plaint de ce que les étudiants et les professeurs refusent le « dialogue » avec lui, son ministre de l'Education nationale, et son recteur de l'Université de Paris. Il répète que toutes les réformes en cours n'ont aucune valeur légale, et que rien ne sera acquis avant que le gouvernement ait donné son assentiment et qu'une commission d'études nommée par lui ait examiné les « propositions » des étudiants et des professeurs.

Il s'imagine que les matraquages, les arrestations, l'occupation policière des locaux, les votes gaullistes pour l'Assemblée nationale, suffiront à tout faire rentrer dans « l'ordre ». Cela ne l'empêche pas de jeter de la poudre aux yeux, de pourfendre le « conservatisme » des enseignants, de parler de « refondre l'Université de fond en comble ». Cette démagogie cache bien mal la volonté du pouvoir de continuer à faire de l'Université et des grandes écoles le réservoir des cadres capitalistes, de la culture bourgeoise, de la sélection sociale et le lieu d'apprentissage de l'obéissance passive.

La volonté de la base

Mais pour le moment, le gouvernement se heurte toujours à une volonté de la plupart des professeurs et des étudiants de passer outre, sans souci de ses menaces. Partout s'installent, avec ou sans approbation ministérielle, des formes nouvelles d'enseignement et de recherche, des procédures de contrôle inédites, une active contestation des objectifs du pouvoir bourgeois dans l'enseignement. Toutes les tentatives gouvernementales et opportunistes de séparer les

« étudiants sérieux » des « trublions révolutionnaires » échouent devant une volonté de renouveau qui ne faiblit pas.



D'abord, les étudiants et les lycéens ont conquis de haute lutte la *liberté politique*. Sous couleur de « neutralité scolaire » et universitaire, ou « d'objectivité scientifique », des recteurs interdisaient en fait toute activité politique dans les Facultés et les Ecoles. Seules étaient autorisées les expressions syndicales. Désormais, des débats et des activités politiques auront droit de cité partout. Les étudiants et les enseignants trouveront eux-mêmes, en commun, les moyens de rendre cette activité féconde. Ce « droit » sera toujours remis en cause par les autorités. Aussi les organisations politiques doivent-elles veiller à le faire respecter, par l'action et de toutes les manières possibles.

C'est que la liberté d'expression politique est inséparable de la fonction critique à *l'intérieur* des Facultés et Ecoles, et à *l'extérieur* grâce à la liaison nécessaire entre les travailleurs et les étudiants. Les mandarins veulent perpétuer leur domination en faisant croire que les universités n'existent que pour gaver les étudiants (choisis essentiellement dans la bourgeoisie petite et grande) de con-

naissances et de diplômés qui leur assureront une supériorité permanente sur la « masse » qu'ils méprisent. Malgré leur système raffiné et subtil de répression intellectuelle, ils se heurtent maintenant à une exigence de contestation permanente. Il faut que les « universités critiques », les assemblées de discussion, les cours et débats parallèles, vivent intensément, et qu'ils soient ouverts aussi bien aux étudiants qu'aux travailleurs. Pourquoi peut-on assister librement à des cours au Collège de France, et non à des assemblées critiques partout ?

Un des acquis les plus importants des luttes de mai-juin, c'est l'association des travailleurs et des lycéens et étudiants dans la critique du système d'enseignement et des connaissances, c'est l'éclatement du ghetto intellectuel, la rupture avec la fonction d'endoctrinement passif et de sélection bourgeoise et bureaucratique dans laquelle on enferme l'éducation nationale.

Les étudiants et professeurs qui ont reconquis leur liberté morale et politique ne la laisseront plus perdre, quelles que soient les prétentions du pouvoir en place et la répression policière.

L'examen ne passera pas

Un des premiers succès de cette liberté, c'est d'avoir remis en cause le rôle des *examens*. Pompidou, Peyrefitte, Ortoli et les recteurs, ont tout fait depuis deux mois pour assurer des « examens normaux ». Ils n'y ont pas réussi. Ils ont dû accepter que nombre d'entre eux soient reportés à plus tard après transformation, et que ceux qui ont lieu subissent de profondes modifications.

La bataille des examens a été à demi-gagnée, et ce succès est d'importance. La bourgeoisie considère l'examen comme une sanction, un jugement par un tribunal, un brevet de promotion, un moyen de sélection sociale, et non comme un simple constat de connaissance et la vérification de possibilités offertes à chacun. L'examen, spécialement en France, est répressif, administratif, terroriste. Il sert à décider une fois pour

toutes qui appartient aux « couches supérieures » et qui n'y appartient pas.

Il confère des privilèges et des garanties. Voyez les confréries de diplômés, les castes « d'agrégés », de « docteurs » (!), « d'anciens élèves » de l'E.N.A., de Polytechnique ou d'ailleurs ! On s'étonne ensuite que quantités de diplômés, une fois sortis des Facultés ou Ecoles, se retrouvent ensuite devant des problèmes réels de la vie sociale sans y rien comprendre.

La bataille des « examens » est une bataille de longue haleine. Le demi-bloquage des sessions actuelles ne répond pas à la question. Ce qui est nécessaire, c'est que certaines procédures suivies actuellement (consultation des notes et livrets, suppression d'écrits, possibilité de reprises, confrontations collectives) soient généralisées et qu'on en tire des leçons pour l'avenir. L'examen conçu comme un jugement est une des façons de s'assurer la docilité, beaucoup plus qu'une appréciation de l'effort fourni au cours d'une période de temps. Il faudra que les élèves et étudiants y apportent leur contribution tout autant que les professeurs.

Quant aux problèmes de *l'autonomie* des Universités, il est loin d'être résolu. Sous prétexte que les enseignants sont payés par l'Etat, c'est-à-dire par l'impôt que paie la population active, le ministère de l'Education nationale dirige tous les degrés d'enseignement comme une armée. L'autonomie signifie que les Facultés, ainsi d'ailleurs que les établissements scolaires, doivent elles-mêmes élaborer leurs budgets en fonction de leurs besoins, que le recrutement des professeurs et des étudiants doit avoir lieu selon des propositions débattues sur place par enseignants, étudiants et corporations diverses, que le contrôle financier doit s'exercer *a posteriori*, que les règles de fonctionnement doivent être établies par l'Université elle-même, et non par des bureaux irresponsables du ministère.

Tout cela est impossible sans que s'instaure la participation directe des étudiants à tous les organismes de fonctionnement et de direction des universités. C'est de ce côté que les résistances continuent à

être les plus fortes. Une partie importante des professeurs, qui n'ont rien appris en mai et en juin, sont prêts à reprendre sans partager leurs « droits ». Il est certain que dès à présent une lutte est engagée sur ce

terrain, qui doit se poursuivre au cours de l'été, et qui promet une « rentrée » agitée. Mais sans elle, rien de ce qui a été acquis dans les faits ne serait durable. □

Tribune socialiste n° 376 / 27 juin 1968
Page 12